LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

EDITORIAL
Mouchard ou cache cash : L'ARGENT ANONYME ET SES MÉFAITS,
par M-L. Duboin

Une fausse sortie de plus : L'EXPLOSION SOCIALE FAIT PEUR,
par A. Prime

Le capitalisme contemporain : UNE ÉCONOMIE D'EXCLUSION,
une étude économique de G. Bladone

Eco et maths,
de R. Marlin

(*El Periódico de Catalunya* - BARCELONE)

M 1669 - 932 - 13,00 F

N°932 - avril 1994

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....130 FF
Abonnement d'essai (6 mois) ..... 70 FF
Abonnement de soutien.....200 FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels. 250 FF
10 n°mensuels. 350 FF
Etranger..... 175 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. *" La Grande Relève "*, n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 932:

* **ÉDITORIAL :**

Mouchard ou cache cash ?
par M-L Duboin page 3

* **ACTUALITÉ :**

Au fil des jours,
par J-P Mon page 4

Une fausse sortie de plus,
par A. Prime page 5

Lu, vu, entendu, page 7

* **RÉFLEXIONS :**

Economie d'exclusion,
par J. Forest page 8

Eco et math,
par R. Marlin page 11

Épistémologie,
par D. Kessous page 13

* **LECTURES :**

La saga de l'argent clandestin,
par H. Muller page 6

* **TRIBUNE LIBRE :**

Rester vigilants ! page 13

* **COURRIER DES LECTEURS** page14

* **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**
résumé en quelques lignes pages 15 et 16

Téléphone :
les mardi et jeudi,
l'après-midi seulement,
(16) 1 30 71 58 04

Minitel :
36 14 code CHEZ * REIN

Appel aux lecteurs de la région parisienne :

Que ceux d'entre vous qui sont prêts à vendre *La Grande Relève* sur la voie publique, ou sur les marchés, se fassent connaître et nous indiquent leurs coordonnées, par téléphone, le jeudi entre 15 et 17 heures. Pour aider les chômeurs et déshérités, nous pouvons leur fournir des numéros anciens qu'ils pourraient vendre 10F l'un et nous leur laisser le prix de leur vente.

R.M.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes. A ces analyses nous ajoutons les réflexions personnelles qu'elles suscitent à nos abonnés. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est humainement et objectivement possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible. Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont encore disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

Mouchard ou cache cash?

par Marie-Louise Duboin

L'émission de télévision sur l'A2, *Envoyé Spécia*l montre souvent fort bien d'intéressants reportages. Mais quelle courte vue ont eue les auteurs, Istaad, Witkowski et Ochronowicz, dans leur émission consacrée le 10 mars dernier à la carte bancaire ! L'inventeur de la carte à puce, Roland Moreno, bien que cette invention lui ait permis de faire fortune, aurait des remords à la pensée que la dite carte puisse paraître à certains comme un "mouchard de poche". Il s'en explique par la mise en scène d'un monsieur qui part de chez lui le matin en disant qu'il va travailler, mais qui, en fait, va faire une fugue avec sa petite amie. Il acquitte tout avec sa carte bancaire : le péage de l'autoroute, l'essence, leur repas au restaurant et enfin la nuit qu'ils vont passer à l'hôtel. Quel drame si la femme du fugueur voit les relevés de compte de son mari ! Conclusion : la carte à puce porte atteinte à la vie privée.

Mais à qui le fait que la carte informatique permet de mettre en mémoire la date, l'heure et le lieu d'un paiement porte-il tort ? Exclusivement à ceux qui ont quelque chose à cacher. Chacun a bien le droit de cacher ce qu'il veut, mais doit-on, pour rendre cela facile, arrêter le cours de l'évolution qui tend à dématérialiser la monnaie. Et cette évolution n'a-t-elle que cet inconvénient ?

D'abord, pour être objectif, même en se limitant au seul domaine de la vie privée, il aurait fallu montrer les deux faces de la médaille : la carte personnelle peut aussi, dans des conditions semblables, permettre à un innocent de faire la preuve qu'il n'était pas où on l'accuse à tort d'avoir été. Le mouchard est donc à double tranchant, pouvant desservir un coupable et aussi bien servir un innocent. Égalité. Un partout.

Mais il fallait dépasser cet aspect relativement mineur, car la plus grosse partie des sommes d'argent transférées ne concerne pas les transactions de la vie privée. C'est la question bien plus générale et bien plus importante de **l'anonymat de l'argent** que ce sujet d'émission permettait de soulever. Quand on sait que ce sont des milliards et des milliards dont les trafiquants, les dealers de drogue par exemple, profitent après les avoir blanchis, on se dit que les auteurs de l'émission ont laissé passer un problème autrement plus grave que celui du mari en goguette.

Le système actuel, "libéral", repose sur cet anonymat de l'argent que bien peu de gens ont le courage de remettre en cause. Pour les grosses sommes à cacher, tout le monde sait qu'elles peuvent être mises en sécurité sur un compte numéroté, donc anonyme, en Suisse, par exemple[2]. Pour transférer illégalement de grosses sommes, souvent à des fins politiques, le nombre invraisemblable d'affaires de malversations diverses montre que des sociétés prête-nom se créent avec toutes les apparences de la légalité. Enfin, même à l'échelle des ménages, l'État (c'est-à-dire le bien public, à vous et à moi) est volé tous les jours par le travail au noir et par tous les paiements "en liquide" qui règlent, par exemple, des services non déclarés au fisc. D'ailleurs le fugueur du scénario télévisé avait la possibilité de payer anonymement tous ses achats, il lui suffisait de retirer de son compte la somme nécessaire en argent liquide.

Mais cette somme, et toutes celles qui règlent les fugues de cet acabit, ne sont rien à côté de celles qui constituent *"La face cachée de l'économie mondiale"* [1]. Entre le mouchard de poche et le *"cache cash"* , il y a tout un monde, mis en lumière par une étude publiée en 1989 par un journaliste économique et un ancien conseiller économique à l'OCDE, à l'ONU et au GATT, qui doit sa compétence en la matière à 38 ans d'observation des relations économiques mondiales. Cette étude chiffrait à l'époque à plus de 1.000 milliards de dollars le montant des capitaux cachés. Le marché de détail de la drogue, malgré toutes les difficultés pour évaluer ce trafic clandestin, était évalué à près de 40 milliards de dollars aux États-Unis et à une dizaine de milliards de dollars en Europe. L'une des conclusions de cette étude était que, dans le classement des économies, l'économie clandestine, cette économie cachée grâce à l'anonymat de l'argent, vient au **premier** rang mondial: elle dépasse la première officielle, celle des États-Unis, pourtant évaluée alors à quelque 4.400 milliards de dollars. Le comble, souligné par Couvrat et Press, est que la banque centrale américaine, *la Federal Reserve Board*, est en réalité, je les cite :*«le principal pourvoyeur d'argent frais des trafics illicites dans le monde— complice impuissante, certes, mais non point innocente, car elle le sait. Elle sait, depuis 1986 que sur dix billets de banque qu'elle imprime, huit ou neuf ne font pas l'usage auquel ils sont en principe destinés, les dépenses courantes des ménages américains ordinaires. Tout le reste sert à autre chose. Pour partie, ces billets financent une multitude de transactions plus ou moins occultes.»* Les banques centrales resteront complices et impuissantes tant que l'argent anonyme aura cours. Alors, posons d'urgence la vraie question : a**u nom de la liberté de tricher, faut-il continuer à laisser libre cours à l'argent anonyme quand on sait à qui, et dans quelles conditions, profite cet anonymat ?**

————

1. *La face cachée de l'économie mondiale,* par Couvrat et Press, édition Hatier, collection actualité, Paris, 1989. Le mot *cache-cash* vient de ce livre.
2. Voir ci-dessous, page 6.

A côté de la plaque

C'est de notre Premier Ministre qu'il s'agit ! Se croyant encore aux temps de Reagan et de Margaret Thatcher, ne voilà-t-il pas qu' Edouard Balladur se prend tout à coup pour un "libéraliste sauvage" et se lance dans une politique de réduction des salaires pour les jeunes diplômés à bac plus deux, sous le fallacieux prétexte qu'il ne sont pas assez bien formés pour travailler au tarif normal dans une entreprise. M. Balladur doit avoir des conseillers complètement nuls, sinon il saurait que dans les classes des lycées préparant au Brevet de Technicien Supérieur (BTS)ou dans les filières universitaires débouchant sur le Diplôme Universitaire de Technologie (DUT), les "vacataires de la profession", comme on appelle les intervenants des entreprises dans la formation de ces techniciens assurent environ 30 % des enseignements. Qui plus est, les conseils d'administration de ces formations comprennent de nombreux représentants des entreprises du domaine concerné. Enfin, pour obtenir leur diplôme, les étudiants de ces filières doivent avoir effectué un stage d'au moins trois mois dans une entreprise. Oser dire après cela que les titulaires d'un BTS ou d'un DUT n'ont aucune connaissance de l'entreprise dénote une méconnaissance totale de la réalité. Ce qui est encore surprenant, c'est que ce discours est repris en chœur par l'ensemble des ministres et des gens de la majorité. Et dire qu'il n'y a pas si longtemps, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avait lancé une active opération de promotion de ces filières technologiques dont un grand nombre venaient d'être mises en place dans beaucoup de petites villes de façon à être bien en symbiose avec les entreprises locales ! Bien que, devant l'ampleur des manifestations, le gouvernement ait finalement reculé sur les mesures concernant les BTS et DUT, cela ne va pas dans le sens de la publicité faite par le Ministre de l'ESR pour détourner les étudiants des filières universitaires classiques au bénéfice de ces formations courtes. Cela aura quand même eu l'avantage de faire connaître à certaines petites villes l'ambiance des manifestations de rues auxquelles elles n'étaient, pour la plupart, guère habituées !

En fait, ce cher Edouard cherche par tous les moyens à réduire le coût du travail, source de chômage, dit-il, à la suite des économistes orthodoxes. Comme si le chômage, la baisse des salaires, l'exclusion, n'étaient pas les effets d'une politique choisie par le gouvernement, celle de l'ultra-libéralisme, qui privilégie les profits au détriment de la justice sociael ! On sait pourtant depuis fort longtemps qu'une telle politique enrichit les riches et appauvrit les pauvres, et qu'en général cela finit très mal.

«Nous allons vers une reprise économique sans embauche. Cela, les gens ne le comprendront peut-être pas. Voilà surtout ce qui m'inquiète», vient de déclarer le président de l'Union Patronale de Meurthe et Moselle !

* * *

Retour de balancier

Se lancer dans une telle politique est d'autant plus surprenant que les gouvernements qui l'ont pratiquée intensément commencent à en revenir, à l'exception peut-être des britanniques (mais chacun sait qu'ils ont toujours été un peu … particuliers). Il vient pourtant de se tenir à Detroit, et à huis clos (pourquoi donc ?), une réunion exceptionnelle des ministres de l'économie et du travail des sept pays les plus industrialisés, réunion consacrée à l'emploi. On y a certes vanté les mérites de la déréglementation qui ont permis la création de nombreux emplois aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, que tout le monde s'accorde à reconnaître comme précaires : employés à temps partiel, travaillant en "indépendants" ou payés suivant des "formes nouvelles de salariat" nées de l'abandon des "rigidités", 30 millions d'Américains, soit le quart de la population active, sont déjà en dehors du circuit "normal" de l'emploi. Comme le note le *Guardian*, «*la création d'emplois aux Etats-Unis a consisté essentiellement à transformer des chômeurs en salariés sous-payés….nombre d'emplois ne procurent pas un niveau de vie suffisant, engendrant ainsi un sous-prolétariat enclin à la délinquance.*». (Après ça, vous ne vous étonnerez pas si les banlieues flambent et si les casseurs sont de plus en plus nombreux dans les manifestations…). Malgré l'optimisme officiel qui prévaut aux Etats-Unis, le chômage reste une des principales préoccupations des Américains. D'après une enquête publiée à la veille de la réunion de Detroit, 40 % des salariés américains ayant un travail craignent de le perdre dans l'année qui vient.

Mais, alors que le gouvernement français ne sait comment faire pour accélérer le démantèlement de la protection sociale, Bill Clinton, lui, se montre *«très intéressé par certains aspects du modèle européen»*. Décidément on ne se sait vraiment plus à qui se fier quand on veut être un ultra-libéral ! D'autant plus que ce même Clinton a déclaré au cours de la dite réunion : «*Nous devons préparer nos populations à un monde du travail qui offre de hauts salaires, mais qui exige pour cela des qualifications élevées …Lorsque je m'adresse à des jeunes, je leur dis qu'ils devront probablement changer de jobs sept ou huit fois dans leur vie et que, donc, apprendre doit être quelque chose de permanent.*» et d'ajouter un peu plus loin : «*Il y aura toujours des restructurations, des suppressions d'emplois… L'Etat doit aider les gens en leur fournissant une formation tout au long de leur vie et en favorisant leur réemploi. Les populations des pays industriels n'accepteront enfin ces changements permanents d'emploi que s'ils sont assurés d'une certaine sécurité dans leur vie personnelle, leur vie familiale..*» Encore un petit effort et ce sera l'économie distributive aux Etats-Unis.

Jean-Pierre MON

Voici une réflexion largement inspirée par un article du *Monde* du 8 mars, signé É. Le Boucher :
«L'onde de choc de Wolkswagen».

Une fausse sortie de plus

par André Prime

Rappel des faits : en 1993, Wolkswagen s'apprête à licencier 30.000 personnes. Pas moins ! Nous passons sur l'émoi, les luttes, les discussions qu'une telle perspective engendre pour arriver aux conclusions. Pas de licenciements, mais une diminution de 20 % du temps de travail pour tous : soit la semaine de 4 jours de 28,8 heures.
La Direction voulait une baisse des salaires proportionnelle. Finalement, l'accord s'est fait sur 11 % de réduction des salaires *contre flexibilité du temps de travail*. La Direction ne s'en sort pas mal : 1,6 milliards de DM (environ 5,5 milliards de francs) d'économies. Nous sommes en novembre 1993.
Pour le patronat comme pour les syndicats, et notamment celui concerné par Wolkswagen, le puissant IG Metall, les arrangements de la firme automobile restent un cas isolé. Le patronat juge le compromis coûteux, la baisse des salaires n'étant pas strictement proportionnelle à la réduction des heures de travail. Quant aux syndicats, ils donnent de la voix avant les discussions sur les augmentations de salaires 1994, agitent la menace de grève, réclament 6 % d'augmentation moyenne.
Les discussions s'engagent. C'est alors que le *syndrome Wolkswagen* s'insinue, gagne du terrain de part et d'autre[1]. C'est qu'entre-temps, fin 1993, le nombre des chômeurs a dépassé les 4 millions,et que des firmes puissantes, telles Mercédès, Opel, projettent de construire des usines ailleurs qu'en Allemagne. Le patronat tient là de *sérieux arguments*. Dans le même temps, les syndicats font désormais de la sauvegarde de l'emploi leur priorité.
En fin de compte, alors que l'inflation est prévue entre 3 et 3,5 % pour 1994, les syndicats, contre garantie d'emploi pour tous, acceptent des hausses de salaires de 2% ou moins (le patronat visait le statu quo) et la flexibilité du temps de travail et des salaires. Deux exemples entre autres :
— dans la chimie, les salaires n'augmenteront que de 1,6 % et les jeunes embauchés, à travail égal, auront leur salaire réduit de 10 % (c'est moins grave que notre CIP…),
— dans les mines, pour sauver 10.000 emplois, on passe à 4 jours de travail/semaine avec baisse du salaire de 10 %.

Temps de travail modifié, salaires désindexés (finie la tarifautonomie !) ; le *modèle allemand* éclate. Déjà la tendance est à *«fixer progressivement les salaires au niveau des firmes où le syndicat a un pouvoir plus faible» (Le Monde)*. Auparavant, le gouvernement avait réduit les allocations chômage, les entreprises remis en cause -voire dénoncé - les conventions sociales, quand elles n'avaient pas, *pour se libérer,* comme IBM Deutschland, quitté les associations patronales.

Pourtant écrit Éric Le Boucher :*«En privé, tous les patrons vantent la compréhension profonde des syndicats et leur réalisme»*. Et il ajoute :*«Pas d'illusion, les sacrifices ne sont pour l'heure que d'un seul côté».* Otto Rudolf Kissel, président du Tribunal fédéral du Travail, pense que *«l'Allemagne s'engage dans une spirale qui conduira à la mort des syndicats»*. Pourtant on connaît leur puissance, du moins celle qu'ils avaient jusqu'à cette nouvelle donne, *cette nouvelle sortie* pour tenter de résoudre les avatars du capitalisme et le sauver. Une fausse sortie de plus face à la crise, d'autant que **son seul but est de stopper la vague des licenciements, mais aucunement de résorber le chômage.**

Quelle influence l'orientation allemande actuelle, le *nouveau modèle allemand* risquent-ils d'avoir sur les autres pays industrialisés de la Communauté ?
Éric Le Boucher écrit :*«L'Europe monétaire se décide en Allemagne. L'Europe sociale aussi».* Inquiétant.
En ce qui concerne la France, la Grande Relève a déjà signalé le phénomène, fréquent depuis le retour de la droite au pouvoir, de firmes qui ont réduit le travail à quatre jours avec, en général, 10 % de salaire en moins, non pour éviter, mais pour limiter le nombre de licenciements ; souvent avec l'accord du personnel qui, contraint, joue la solidarité. C'est évidemment une déviation totale de ce que nous préconisons, à savoir une diminution-partage du temps de travail, pour résorber le chômage.

Partout, le social régresse : où est l'Europe sociale promise[3] ?
Le poids du chômage se retourne à nouveau contre les travailleurs. Quand ce poids se retournera-t-il contre ceux qui refusent d'étudier sérieusement les causes de la crise, *leur* crise, qui fabrique ces exclus de plus en plus nombreux et désespérés. Quel degré de déliquescence a atteint une société dans laquelle un chômeur finit par passer une annonce offrant un rein contre un emploi ? Même si c'est une exception.

Les Français commencent à voir clair dans le jeu patelin de Balladur : de 63 % d'avis favorables, il passe en peu de temps à 44 % (pour la première fois, les opposants sont les plus nombreux).
Ne prenant en compte que le court terme, après les TUC, les SIVP, les

La saga de l'argent clandestin

par Henri Muller

Crime et blanchiment*

Blanchir mille milliards de dollars n'est pas une mince affaire. S'y emploient avec beaucoup de zèle et d'ingéniosité des essaims de *réseaux*, de filières conçues pour égarer les enquêteurs diligentés pour traquer la fraude et l'argent du crime, pour en démêler l'écheveau. Ces filières couvrent l'étendue de la planète. Elles comportent un certain nombre d'étapes privilégiées : l'île Saint Martin aux Caraïbes, Monaco, le Vénézuela, Andorre, Singapour, Luxembourg, la Suisse et autres lieux bénis où l'argent débarque sans problème dans des banques souvent complices qui le réexpédient à travers un labyrinthe de comptes et de sous-comptes aux intitulés les plus bizarres propres à dérouter la fine fleur des limiers.

Au terme de cette saga, les fonds provenant des ventes d'armes, du racket, des vols, de la prostitution, des jeux, de la corruption, des commissions versées ici et là illégalement, du commerce de la drogue, s'investissent dans des programmes immobiliers de haut luxe, marinas, golfs, casinos, dans les stocks de chaînes commerciales, dans des opérations boursières, souscriptions d'emprunts, et, pourquoi pas, achat de banques, de compagnies d'assurances, etc. Ils refont ainsi surface sous forme de revenus tout à fait légaux, payant impôts, que les intéressés peuvent dépenser désormais au grand jour.

Cette étonnante saga, Thierry Jean-Pierre, le juge "dérangeant" de l'affaire Urba-Gracco, aidé de Patrice de Meritens, nous en conte les péripéties, témoignant d'une étourdissante érudition en science financière, multipliant les anecdotes, imposant au lecteur une attention soutenue. Le fil conducteur que l'on a cru saisir, se dédouble, suit soudain une autre direction. Surgit une autre affaire, une autre enquête et les brins se rassemblent au terme d'un parcours du combattant qui tient le lecteur en haleine, dans une perpétuelle gymnastique intellectuelle, à travers maints rebondissements.

L'énorme flux d'argent que contrôlent les triades asiatiques, les Yakusas du Japon, les cartels colombiens, les mafias d'Amérique du Nord, du Sud, d'Europe de Russie, gangrène les économies, déséquilibrant les marchés et les monnaies. Sans doute les banques ont-elles, depuis peu, obligation de signaler leurs soupçons sur l'origine des remises insolites à leurs guichets. Mais, en Suisse plus particulièrement, on les voit souvent traîner les pieds, peu soucieuses de sacrifier une aussi belle et généreuse clientèle qui leur abandonnerait jusqu'à 27 % de commissions pour le blanchiment des fonds.

Thierry Jean-Pierre entend pourtant persévérer dans sa tâche, enclin à abonder dans la stratégie de son collègue italien le juge Falcone : priver les organisations criminelles de leurs possibilités de placements financiers leur ôterait leur principal atout.

Las ! La législation française ne réprimant que le blanchiment de l'argent de la drogue, ferme les yeux sur les autres trafics et la répression manque tragiquement de personnels compétents face à l'immensité de la tâche.

Une proposition de loi a tout de même été déposée visant à créer un organisme de coordination, un office parlementaire d'étude sur la criminalité. Il est toujours permis de rêver…

———-

*. *Crime et blanchiment*, par T. Jean-Pierre et Patrice de Meritens, Fixot Ed., Août 93.

(suite de la page précédente)

CES, les RMI, créations de la gauche, les CIP de Giraud-Balladur désespèrent un peu plus une jeunesse qui, fort heureusement, fait front avec détermination. Quel réconfort face à ce Giraud le Petit demandant «*d'éviter de parler de SMIC-Jeunes et* ***d'utiliser des termes qui font peur comme explosion sociale***» (sic). Le gouvernement pense-t-il conjurer ainsi un *mai 68*, version 94, beaucoup plus grave parce que crise de société et non plus seulement de civilisation. Ou médite-t-il la réflexion de R. Barre :«*Il faut, avant de recomposer, que la décomposition soit achevée*». En tout cas, tous ses actes montrent que les voies qu'il emprunte pour résoudre la crise du chômage ne sont qu'une fausse sortie de plus, comme en Allemagne.

————

1. «*Wolkswagen entraînait une prise de conscience du pays entier*». Éric Le Boucher.

2. *Tarifautonomie* : En résumé la tarif autonomie, qui remonte aux années 20, était jusque là la clé du modèle allemand : les salaires devaient être égaux dans toutes les branches, la concurrence se faisant de ce fait sur la qualité des produits et la productivité.

3. Le G7 s'est réuni à Detroit les 14 et 15 mars derniers pour parler pour la première fois du chômage. Les Anglais ont proposé un remède éloquent, reprenant le point de vue du Chancelier de l'Echiquier: «*Certaines mesures, telles que le volet social* (refusé par les Anglais dans le traité de Maastricht) *sont à ranger au musée auquel elles appartiennent*». Après cela, on nous dira que l'Europe sera à la fois économique, politique **et SOCIALE !!!**

A.P.

Un peu de pudeur

Le CIP (Contrat d'Intérêt Professionnel) rebaptisé par les jeunes Contrat d'Intérêt Patronal, était, avant les modifications qui ont suivi les discussions avec les syndicats, fixé uniformément à 3.790 F.

Dans sa revue de presse du 3 mars 1994, sur *France Inter*, Yvan Levaï rapportait ceci :«*Je connais une vedette de la Télé, dont je tairai le nom et qui gagne 200.000 F. par mois, qui s'est prononcée nettement en faveur du CIP*».

* * *

Les tricheurs

Dans la Grande Relève de février, nous avions déjà dénoncé les tricheries du gouvernement en matière de comptabilisation des chômeurs. Nous nous appuyions sur des chiffres donnés par le *Canard enchaîné*. Ce journal du 26 janvier fait de nouvelles révélations anticipées fort à propos.

En effet, le chiffre de 43.000 chômeurs supplémentaires en décembre 93, qui a été claironné par les ministres, est une imposture, un mensonge éhonté. Certains médias, *France 2*, *Le Monde,* et bien d'autres ont analysé la supercherie:

1. Le gouvernement poursuit le *nettoyage des fichiers* de l'ANPE. A nouveau, en décembre, 25.000 chômeurs de plus de 55 ans ont été dispensés de recherche d'emploi et donc rayés des statistiques. Selon le *Canard enchaîné* :«*les experts du ministère du Travail ont calculé…qu'il y a là un gisement de 160.000 chômeurs effaçables des statistiques*». De quoi compenser l'augmentation des chômeurs prévisible pour 1994.
2. Les sorties de l'ANPE ont diminué de 14,8 % par rapport à décembre 92 : preuve que les offres d'emplois se raréfient.
3. Quant aux entrées à l'ANPE, il y a eu 48.000 licenciements économiques en deux mois.
4. Le chômage de longue durée a augmenté de 17 jours en un an : il atteint 350 jours en moyenne et touche 1.084.300 chômeurs, en gros le tiers.

Lebaube (*Le Monde*) rappelle que 1993 est l'année record d'augmentation du chômage : 311.600 salariés. La tricherie s'explique. Balladur, au départ, avait promis de stabiliser le chômage en 1993 et *d'infléchir* la courbe au cours de 1994. Comme la situation ne s'améliore pas, il a le toupet *tranquille* selon sa méthode, de dire qu'il le stabilisera en 1994 et l'infléchira en 1995. L'élection présidentielle ayant lieu dans un an environ, il faut *stabiliser* le chômage autour de 3.300.000 et ce à tout prix, essentiellement en **trichant**. Il faut dénoncer la *méthode Balladur*.

A.P.

* * *

Pub

En 1993, les boites aux lettres françaises ont reçu, en moyenne, 8 kilos de publicité !

(Le Publiphobe, N°23.)

* * *

L'utopie

«L'utopie est une forme de confiance dans un potentiel de sagesse humaine. Elle n'exclut pas le réalisme, la diversité conceptuelle et la lutte d'actualité, bien au contraire.»

(René Labregère, La Raison, N° 386)

* * *

L'humanité de la Banque Mondiale

«Actuellement, 134 projets de la Banque Mondiale déplacent de force 2 millions de personnes et détruisent sans contre-partie leurs conditions d'existence. Le nombre des victimes ne cesse d'augmenter : 600.000 en plus en 1994. A la fin du siècle, combien de réfugiés du développement seront condamnés à la misère par la Banque Mondiale?...

En Asie, la Banque Mondiale est responsable du déplacement forcé de 1,4 millions de personnes. L'Inde est le pays le plus touché : 23 projets de la BM, 800.000 déplacés. A propos de leur réinstallation, un rapport de la BM conclut : les résultats sont pauvres au point d'être inacceptables.

Il y a encore trente ans, Singrauli était une riche région de forêts tropocales. Des centaines de milliers d'Adivasis (indigènes) vivaient en auto-subsistance. Depuis 1962, un projet de développement énergétique est mis en œuvre : un barrage, 12 mines de charbon, 11 centrales à charbon. Par ses prêts, à hauteur de 850 millions de dollars, la BM est directement responsable du déplacement de 23.000 personnes et indirectement, par l'effet catalytique de ses financements, de 300.000 autres dont certaines ont été déplacées 4 ou 5 fois, sans compensation. Pourtant, en 1993, la BM a de nouveau accordé 400 millions de dollars pour construire 2 nouvelles centrales à charbon sur le site de Singrauli sans qu'aucun fonds ne soit prévu pour les victimes du projet et 140.000 personnes de plus seront déplacées.

Au cours des 20 dernières années, la BM a financé en Inde 11 autres centrales à charbon, qui auraient chassé 100. à 200.000 personnes. L'absence d'estimation précise montre le mépris de la Banque pour les déplacés. Elle minimise leur nombre et parfois nie que les populations locales soient vouées à l'exode. Tel est le cas à Dahanu où une centrale de 2.000 MW est en construction sur des marécages asséchés. Le réchauffement des bras de mer provoqué par ses déversements ruinera 6.000 pêcheurs qui, faute d'embarcations adéquates , ne peuvent s'aventurer en haute mer…

En 1978, Upper Krishna, 100.000 indigènes ont perdu leurs moyens de subsistance…

En 1983, Indravati, 15.000 déplacés ont attendu 8 ans pour être réinstallées.

En 1986, Krishna, Srisailam : 300.000 déplacés, 64.000 réinstallés.

En Côte d'Ivoire, La BM a prêté 80 millions de dollars pour un projet qui sacrifie un demi-million d'hectares de forêts. Aucun programme n'est prévu pour quelque 200.000 personnes…

(d'après Silence, N° 175)

capitalisme contemporain, économie d'exclusion

par Jacques Forest

G. Blardone, économiste, directeur de la Revue *Informations et Commentaires*, explique pourquoi les politiques économiques et monétaires mises en œuvre dans les principaux pays industrialisés et dans une partie du Tiers monde depuis 1973, ont abouti à une véritable économie d'exclusion directement responsable de la montée du chômage.
Voici un résumé de cette étude :

Depuis vingt ans dans les pays industrialisés, l'économie fonctionne comme si l'un de ses objectifs était d'exclure les hommes de la production sans se préoccuper des nouvelles fonctions et des nouveaux rôles que les besoins d'une société en rapide mutation pourraient offrir. On assiste à la mise en place d'une véritable économie d'exclusion dont les trois piliers principaux sont une politique monétaire inadaptée aux besoins de l'économie, une déréglementation inconsidérée, une ouverture irréaliste parce que non réciproque des frontières.

Politique monétaire inadaptée

A la suite des chocs pétroliers et de la flambée des prix des matières premières qui s'en est suivie entre 1973 et 1979, les déficits privés et publics se sont creusés et les tensions inflationnistes se sont aggravées partout dans le monde. Les gouvernements de la plupart des économies industrielles ont délibérément choisi de réduire déficits et tensions en freinant la croissance. Pour cela, ils ont opté pour une *politique monétaire restrictive* appuyée par des taux d'intérêts réels en hausse dans le but de limiter les crédits, d'encourager l'épargne, de maintenir un taux de change élevé de la monnaie pour lutter conte l'inflation, attirer les capitaux, abaisser le coût des importations même si cela devait gêner les exportations et donc la production.

Le premier élément de ce qui allait devenir rapidement une véritable économie de l'exclusion était en place. Sous prétexte de *bonne gestion*, la chasse aux déficits privés et publics était ouverte. Elle va devenir "la règle", le test d'une *saine gestion sans aucune prise en considération du caractère supportable ou non* (lié à la capacité d'assurer le service de la dette, amortissement et intérêt), *productif ou non, des déficits*. Dans sa relation avec l'économie, la monnaie perd ainsi sa *fonction de support des anticipations économiques* pour se cantonner dans un rôle de simple *instrument comptable* destiné à assurer la stabilité des prix à travers l'équilibre des comptes publics et privés. Car l'inflation elle aussi, est réduite à n'être qu'une conséquence de la création monétaire [1]. La principale préoccupation devra être de contrôler la masse monétaire dont la stabilité est considérée comme la garantie de la stabilité des prix. C'est la disparition de la politique monétaire, notamment de la politique du crédit comme moyen de financement des anticipations économiques. La récession est au bout du chemin. Les anticipations des entreprises, des collectivités locales, des particuliers désormais financés sur épargne le sont à taux d'intérêt réel de plus en plus élevés, ce qui réduit d'autant la rentabilité des investissements réalisés. Ces acteurs encouragés par la déréglementation financière qui accompagne cette politique monétaire restrictive vont désormais chercher dans les *gains spéculatifs* à court terme les profits que les investissements à long terme ne peuvent plus leur assurer. Ainsi, paradoxalement, la gestion comptable de la monnaie au lieu de favoriser comme ses promoteurs l'espéraient, le maintien sinon l'expansion de l'activité économique et de l'emploi, *détourne les liquidités de l'investissement à long terme vers la spéculation à court terme*. Taux d'intérêt élevés et spéculation assèchent les trésoreries des entreprises, les découragent d'investir, les poussent à compenser l'accroissement des charges financières par la réduction des charges salariales et des licenciements massifs, provoquant ainsi l'explosion du chômage et des nouvelles pauvretés engendrant «*une véritable dynamique de la disqualification sociale*»[2].

Déréglementation inconsidérée

Parallèlement à cette politique monétaire restrictive la plupart des gouvernements ont pratiqué à partir des années 70-80 une *déréglementation systématique* dans tous les domaines. En libérant les marchés financiers de toute contrainte réglementaire, on espérait faciliter la hausse des taux d'intérêt et donc la mobilisation de l'épargne. C'est ce qui se produisit en effet mais en même temps, avec la multiplication des produits financiers à rendements très élevés, la spéculation se déchaînait et l'investissement productif trop coûteux s'effondrait, avec lui l'activité économique et l'emploi. La déréglementation inconsidérée a donc accentué la dérive de l'épargne vers la spéculation au détriment de l'investissement productif renforçant l'action amorcée par la politique monétaire restrictive. Ce n'est pas là le moindre de ses effets pervers. Dans les autres domaines la déréglementation livre les marchés aux concurrences sauvages qui éliminent un nombre de plus en plus grand d'entreprises et d'emplois. Quand on sait qu'un chômeur diminue sa consommation en moyenne de 25 %, on imagine facilement l'effet de freinage cumulatif sur

l'activité économique des pertes d'emploi. Certes dans les années 1970, une certaine déréglementation était nécessaire, les marchés avaient besoin d'être *libérés,* aérés, mais pas désarticulés par une *déréglementation générale, inconsidérée et accélérée* qui laisse l'économie sans régulation d'aucune sorte.

Libre échange irréaliste

Depuis 1970, *une ouverture inconditionnelle mais non réciproque des frontières* (par ex. de la part des États-Unis et du Japon) a favorisé au nom du *multilatéralisme"* et de la *globalisation l*es concurrences les plus sauvages. Sur un marché mondial dominé plus encore que les marchés nationaux, par les firmes multinationales [3], accepter *l'ouverture non réciproque*, c'est laisser saper les bases mêmes des économies industrielles par des groupes multinationaux pour lesquels les seules stratégies compatibles avec leurs intérêts sont soit l'entente avec l'adversaire, soit son élimination (O.P.A. en tout genre). Le choix n'est pas entre libre échange et protectionnisme, mais entre *libre échange sauvage et libre échange organisé* en fonction non seulement des intérêts mais aussi des structures et des comportements réels des partenaires sur le marché mondial. Ce devrait être l'une des tâches prioritaires de l'Organisation Mondiale du Commerce qui se substituera au GATT à partir de 1995.

La crise n'est pas une fatalité

Le monde n'est pas victime d'une fatalité, d'une crise inévitable imputable aux *lois économiques*. Il souffre de l'application systématique, générale et persévérante dans la plupart des nations *de politiques financières et économiques dominées par des modes de pensée en matière de monnaie, de régulation et d'échange incompatibles avec la croissance et le développement*, génératrices de récession économique, de désagrégation et de misère sociale [4]. Si l'on veut véritablement sortir de la crise et relancer la croissance [5], il est grand temps de *réviser nos hypothèses fondamentales* comme J.M. Keynes incitait déjà les économistes à le faire lors de la crise de 1929[6] et de changer de politique monétaire et économique.

———

1. Maurice Flamant, *"L'Inflation"* , Paris PUF "*Que sais-je ?*" n° 1460
2. Revue *Sciences Humaines,* n° 288, mars 1993 : *L'exclusion, nouvelle question sociale*, 83, rue de Paris, 89000 Auxerre (32 F.)
3. François Perroux, *Le marché mondial ? dans l'Économie du XXe siècle*, Grenoble PUG, 1991, 4e édition.
4. Revue *Informations et Commentaires, la Planète des pauvres et l'Economie d'exclusion, n° 85, Oct-Déc 1993.*
5. Alain Cotta, *La France en panne*, Paris, Ed. Fayard, 1991; Pierre Pascallon, *Peut-on sortir de la crise* ? Paris Ed. de l'Épargne, 1993.
6. John Meynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* Traduction Jean Largentaye, Ed Petite Bibliothèque Payot, n° 139.

Rester vigilants !

Faire des plans pour changer la société et la rendre plus agréable pour tous, c'est un but à atteindre sans relâche, mais rester vigilant face aux dangers qui nous guettent, va de pair. La crise met de plus en plus en péril notre avenir. Le système économique en pleine décadence, servi par ses fidèles clercs, nous mène sans que la majorité d'entre nous y prenne garde, vers une catastrophe.

L'histoire semble être un éternel recommencement. A la veille de la première guerre mondiale, des voix socialistes de l'époque, de part et d'autre des frontières, s'élevèrent contre l'effroyable boucherie à venir. Ils avaient compris que la guerre qui s'annonçait était un conflit avec comme partie prenante les représentants de la bourgeoisie, tant allemande que française, dont les intérêts économiques se trouvaient en contradiction. Ils précisaient que ce conflit n'avait rien à voir avec les problèmes du peuple soumis à l'exploitation du capitalisme. Après la mort de Jaurès, il y eut un revirement, tant du côté allemand que du côté français, les socialistes de l'époque se drapèrent chacun leur tour dans leurs drapeaux nationaux, apportant par la même occasion un soutien sans retenue à leurs exploiteurs. Les dirigeants, forts de l'aval de leurs ouvriers, pouvaient les lancer à corps perdu dans la bataille.

80 ans plus tard, après d'autres conflits tout aussi meurtriers, c'est le même scénario qui se reproduit, à la différence près qu'il n'y a plus ces voix pour nous mettre en garde d'un conflit.… Le conflit yougoslave est un conflit nationaliste. … Le nationalisme est un poison dans lequel tout peuple devrait éviter, à tout prix, de sombrer. Car se laisser bercer par le chant des sirènes nationalistes, c'est se livrer pieds et mains liés à ses exploiteurs.

En Yougoslavie, le partage du pays a séparé des peuples qui avaient appris à vivre ensemble tout en gardant leurs spécificités culturelles. Chaque bourgeoisie s'est accaparé les restes de l'ancienne fédération et a poussé les peuples les uns contre les autres sans leur demander leur avis, car pour faire la guerre, jamais un référendum n'est demandé. Discuter avec ces dirigeants, c'est les renforcer dans leur position et les engager dans une escalade vis-à-vis des voisins et une répression plus forte à l'intérieur… Stopper la logique de guerre, remiser les drapeaux, poser les vraies questions afin de mettre en œuvre une dynamique permettant la mise en place d'un monde meilleur où chacun aurait sa place sans craindre le lendemain, voilà ce qui devrait mobiliser toutes les énergies.

J.Le R., Hombourg

associations et revues

*

G.L.E.D
Groupe Liègeois pour l'Economie Distributive

a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse
livres et journaux
distributistes en Belgique.

L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

G.S.E.D.
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

RÉSISTANCE
à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

E D E N
Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche
92100 BOULOGNE

*

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"

103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative de recherche créditiste

5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

La Grande Relève
a des correspondants

en Bourgogne :
Monsieur Pierre CHÉRET
8, rue de l'Eglise
AHUY
21121 Fontaine-lès-Dijon

en Aquitaine :
Monsieur Jean-Pierre ROCHE
23, rue Saint Laurent
33000 Bordeaux

Il y a encore trop de raisons d'être en colère !

Lorsque la discrimination,
la corruption, la démagogie,
l'illétrisme
prennent le pas sur
l'éducation, la démocratie,
la justice,
il est grand temps
de se mettre en colère
et de prendre position
en faveur de l'être humain.

***LES RAISONS DE L'IRE* :**
chaque trimestre, des interviews, des analyses, des points de vue pour mieux comprendre, pour mieux changer.

Les raisons de l'ire
10, rue des Immeubles Industriels
75011 Paris
Téléphone 42 40 67 00

SOUSCRIPTION PERMANENTE
Pour que vive La Grande Relève

G. Campos 100 - A. Amico 70 - Mme Lahens 300 - G. Soilly 70 - P. Bertrand 70 - J-P. Chaussidon 20 - Guimbretière 70 - H. Lepeu 130 - Orengo 80 - R. Villegier 300 - Quillevéré 100 - J. Palud 100 - Trigaud 70 - R. Boudot 20 - Mme Glade 50 - F. Laumelais 140 - C. Marthey 670 - Mme Massat 300 - P. Moreau 70 - J-J Filhos 70 - R. Prouteau 70 - E. Cuisinier 70 - P. Magre 70 - E. Chauvin 80 - L. Collet 70 - P. Gibon 120 -

Total 3.280 F.
Merci à tous !

Eco et Math.

par René Marlin

Rappels

J'ai déjà soutenu dans ce mensuel[1] que l'économie n'est pas une science ou des sciences malgré l'expression galvaudée *"sciences économiques"*. De même la politique, malgré l'existence d'une grande école et d'une fondation des *"sciences politiques"*. Cette question ne serait d'ailleurs pas capitale, car l'on peut être très érudit et très savant sans être un scientifique, si certains économistes ne s'acharnaient pas à tenter de maintenir la confusion, essayant de continuer à s'approprier le prestige de la science, grandissant dans l'opinion, et d'en faire un argument d'autorité, sans réplique.

J'ai proposé de remettre plutôt en honneur l'expression *"d'économie politique"* qui rend bien compte des rapports certains entre les opinions réciproques dans les deux do-maines. D'après Larousse, c'est Antoine de Montchrestien qui, dans les années 1613-1615, sous le règne de Louis XIII et la régence de Marie de Médicis, aurait utilisé le premier cette tournure en vue d'une étude portant sur les moyens d'enrichir le royaume. Elle n'aurait été reprise qu'au 18e siècle mais serait surtout relative à la description des écoles et des doctrines.

Débat

Quoiqu'il en soit la controverse se poursuit. *Le Monde des débats* de décembre 1993 ouvre le procès des économistes qui tourne en fait autour de cette question. Jean-Pierre Dupuy, Professeur à l'École polytechnique dont il est ancien élève, Ingénieur des Mines et spécialiste en épistémologie appliquée *«ne croit pas à la possibilité d'une véritable science économique»* ni d'ailleurs, pour l'instant, à l'apparition d'une vraie science sociale.

Gilles-Gaston Granger, agrégé de philosophie, docteur ès-lettres, licencié ès-sciences et normalien, estime que «*l'économie est, peut-être, parmi les sciences humaines, la discipline la plus avancée vers la constitution vraiment scientifique de son objet. Pour autant, ajoute-t-il, je ne pense pas qu'elle mérite encore complètement le nom de science »*.

Michel Henry, agrégé de philosophie aussi, déclare *«quand on dit "Untel a travaillé huit heures", on ne dit rien des huit heures de peine ou de joie, on ne dit rien de l'effort réellement vécu… Il y a là du point de vue scientifique un abîme insurmontable»*.

Antoine d'Autume, ancien élève, lui aussi, de l'École polytechnique et agrégé de sciences économiques, Professeur à l'Université Paris I, censé défendre les économistes, après avoir affirmé :*«Oui la science économique existe et progresse»* admet que «*l'économie n'est pas une science dure et elle ne le sera jamais. Elle utilise une démarche scientifique reposant sur la construction et le test de modèles explicatifs. Mais bien des raisons font que ses énoncés n'auront jamais le degré de solidité des lois physiques… la marge d'erreur est grande»*.

Aveux

Au cours du même débat, Edmond Malinvaud, également polytechnicien et ancien directeur général de l'INSEE, Professeur au Collège de France dont j'ai dénoncé par ailleurs les inconséquences[2] concède *:«J'ai utilisé souvent l'expression de science économique parce que je la croyais admise et que je constatais à quel point l'usage était libéral pour l'emploi du terme science… Si l'usage change, je ne m'en plaindrai pas et je m'y rangerai…Certains observateurs extérieurs à la discipline disent qu'elle se situe à mi-chemin entre les sciences dures et les autres disciplines sociales et humaines. L'image me paraît bonne»*.

André Orléan, encore un X, Professeur à l'École Centrale de Paris et à l'Université Paris X-Nanterre, reste circonspect quant au caractère scientifique de la théorie économique.

Enfin Maurice Allais, major de l'X, Ingénieur des Mines et *"Prix Nobel"* de sciences économiques en 1988, n'en affirme pas moins pourtant que *«Constater cette possibilité objective de transformation de l'économique en une science véritable ne signifie naturellement pas que l'économique, dans son état actuel et prise dans son ensemble, puisse être considérée comme une science. Peut-être même ne pourra-t-elle jamais y réussir totalement, tant sa matière première est liée à des intérêts et à des idéologies»*.

Où l'on voit bien que même le plus célèbre de nos spécialistes abonde dans le même sens que nous…

Econométrie

Nous ne sommes plus à l'époque de Galilée et de Giordano Bruno où les maîtres de la pensée, ceux de l'Église, pouvaient empêcher l'emploi des mathématiques en astronomie sous prétexte qu'il ne s'agissait pas de connaissances assez précises pour le justifier.

Donc, bien entendu, les économistes sont en droit d'utiliser les ressources de la science par excellence, afin de quantifier leurs raisonnements ; c'est même leur devoir. C'est ainsi que s'est développée l'économétrie et sa principale composante : la modélisation. Traduire les développements économiques en équations et celles-ci en des logiciels

pour être entrés sur ordinateurs. Faire varier les données de base pour en déduire, chaque fois, les conséquences, peut constituer une activité acceptable sous certaines conditions. Jan Tinbergen[3] et Joseph Schumpeter[4] se sont illustrés en ce domaine. John Meynard Keynes[5] était plus réticent, estimant que ces opérations *« permettent d'oublier dans le dédale de symboles vains et prétentieux les complexités du monde réel»*. Depuis Keynes, la puissance des machines à calculer s'est tellement multipliée qu'elle donne les moyens de suivre beaucoup mieux la complexification des événements du monde économique. Néanmoins il faut savoir que les conclusions auxquelles les modèles macro-économiques peuvent aboutir sont évidemment fonction des raisonnements introduits. C'est ainsi que les simulations sont basées soit, par exemple, sur la doctrine monétariste, soit sur celle de Keynes (l'accepterait-il maintenant ?), soit encore sur celle des néo-marxistes. Nous ne disposons pas, pour le moment, des appareils qui nous procureraient la possibilité de simuler les projets distributistes, comme la monnaie verte. Ce serait pourtant intéressant.

Prévisions

Quoiqu'il en soit les statistiques dont se servent les opérateurs sont-elles erronées ou insuffisantes ? Les modèles sont-ils manipulés faussement ? La complexité est-elle trop grande ? Toujours est-il que les prévisionnistes se trompent régulièrement et sont incapables de fournir des éléments fiables. Dans leur principal domaine d'activité : la prévision de croissance, leur échec est patent. Si l'on prend comme exemple les estimations pour l'année 1993, celles-ci se situaient entre 2,6 et 3,4 % du PIB, à l'hiver 92, de la part de neuf grands instituts de conjoncture[6]. Au fur et à mesure de l'approche du terme, elles se sont abaissées en moyenne à 2,2 % à l'été 92, à 0,5 % à l'hiver 92-93, à -0,5 % au printemps 93 et à -1 % à l'été 93, pour un résultat réel de -0,7 % aujourd'hui connu. Le PIB annuel de la France était de 7.300 MdF environ en 1992. Les prévisions ont donc atteint + 248 MdF environ et le résultat a été en fait de -51 MdF. Si l'on observe que le budget du pays est établi à l'automne de l'année précédente, l'on voit bien que ces taux de croissance, ou de décroissance, rendent, en fait, l'estimation des dépenses et des recettes de la nation tout à fait aléatoires.

Manipulations

Dans d'autres domaines de l'économie, les erreurs sont moins involontaires. Toutes les études des Instituts de conjoncture sont commandées et donc payées par des médias, des partis, des syndicats, etc. Comment le fournisseur pourrait-il présenter un résultat qui ne donne pas satisfaction à son client ? Ainsi un travail commandité par le patronat de la métallurgie conclut que le passage aux 32 heures ne créerait pas d'emplois[7]… Un sondage manipulé donne la préférence à l'augmentation des cotisations salariales sur celle des cotisations patronales[8]. Un rapport de la Banque Mondiale diffusé lors des discussions sur l'AGETAC (GATT en anglais) faisait état des *"gains colossaux"* qu'entretraînerait la libéralisation des échanges agricoles. Maurice Allais, déjà cité, pouvait alors écrire «*ce qui est réellement colossal en l'espèce, c'est l'erreur commise dans leur estimation… Au total c'est là une étude qui, sous le masque d'une pseudo-science qui ne peut qu'illusionner les naïfs, repose, en fait, sur une profonde méconnaissance de la théorie économique telle qu'elle s'est développée depuis plus d'un siècle et demi… L'étude publiée conjointement par la Banque Mondiale et l'OCDE est une étude qui raisonne faux sur des hypothèses tout à fait irréalistes… Elle ne constitue qu'une gigantesque mystification au service d'une idéologie simpliste, celle d'un libre échangisme dogmatique et démesuré»*[9].

Culture

Un dialogue sur le thème que nous traitons ici a réuni dernièrement sur *France-Culture* J-P Dupuy précité et Ivar Ekeland, président de l'Université Paris Dauphine[10]. Pour la défense des économistes, ce dernier prétendit que *«toutes les sciences ne sont pas prédictives : quand vous allez chez le médecin, vous ne lui demandez pas sii vous serez en bonne santé dans quinze jours. La théorie de l'évolution darwinienne ne s'interroge pas, non plus, sur l'avenir des espèces»*. Encore que ni la médecine, ni l'évolutionnisme ne puissent être considérés comme des sciences exactes, le médecin estime, quand même, vous remettre en bonne santé, si possible, dans un délai le plus court possible, qu'il peut même prévoir dans certains cas. Quant à l'évolution des espèces, on peut quelquefois la prédire et même essayer d'éviter leur disparition.

Nous l'avons vu dans la première partie de cet article, les spécialistes, eux, prétendent prévoir le futur. Comment d'ailleurs juger de la valeur d'un projet économique sinon en faisant le bilan de son application. C'est le principe même de la science expérimentale de Claude Bernard. Encore faudrait-il se demander : *«Qu'est-ce que la science ?* »[11] Mais *«à vrai dire, le système économique ne survit pas grâce à la compétence des spécialistes de la prévision économique mais plutôt grâce à leur infaillible propension à l'erreur»* a écrit John Kenneth Galbraith[12].

Politique

Les hommes politiques sont très demandeurs des solutions offertes par les économistes à leur service. Ils devraient s'inquiéter lorsque le miracle attendu ne se produit pas. Mais, dans

Petite boutade en guise de paradoxe

qu'est-ce que l'épistémologie ?

par Djémil Kessous

Sous ce terme barbare se cache une discipline peu connue que l'on nomme également la *philosophie des sciences.* Les éminents scientifiques, membres de cette corporation, s'attachent, d'une manière générale, à définir la science et ses diverses spécialités. Il ne faut surtout pas imaginer que la chose est sans importance, que cette activité est gratuite ou innocente. Derrière ce travail se cachent des enjeux importants : depuis des millénaires, les rapports existant entre le savoir et le pouvoir, entre la Science et l'Etat sont très étroits. Ainsi, l'*épistémologie* permet à ceux qui s'en assurent le monopole, de dire, par exemple, à tel ou tel auteur : *«Vous n'êtes pas scientifique parce que la définition de la science c'est telle chose précise»*.

«…Il y a des rationalistes qui prétendent que le seul moyen pour comprendre l'univers est la Raison définie selon les lois qu'ils ont eux-mêmes postulées» déclare, à ce sujet, l'épistémologue anarchiste Paul Feyerabend [1].

Il est vrai que la science fascine… Combien d'idéologies, notamment au XIXe siècle, n'ont-elles pas cherché à se parer de l'auréole scientifique ! Non seulement le marxisme, mais toutes les diverses écoles socialistes, le positivisme également et la science économique classique et néo-classique… Contrairement à ce que l'on veut bien suggérer aujourd'hui, cette démarche n'est pas, en soi, condamnable ; en dépit de ce que pensent certains, la science n'exclut pas le débat, la contradiction.

Revenons à l'*épistémologie*. Parmi tous les membres éminents de la respectable corporation des *épistémologues*, Karl Popper n'est pas à proprement parler un homme nouveau. Il est cependant très à la mode de nos jours. Cet auteur anglais, d'origine autrichienne, ami de l'économiste ultra-libéral Von Hayek, est notamment connu pour être également un fervent partisan du libéralisme.

L'une des thèses les plus célèbres de Karl Popper, c'est qu'une bonne théorie scientifique doit être réfutable. Cette théorie est si célèbre qu'elle a pris le nom d'une école : le réfutationnisme, ou encore falsificationnisme [2]. Un auteur français, Edgar Morin, nous semble bien résumer cette doctrine *: « Aujourd'hui, nous savons que les sciences apportent des certitudes locales, mais que les théories sont scientifiques dans la mesure où elles sont réfutables, c'est-à-dire non certaines»*[3]

A votre avis, la science se rapproche-t-elle de ce qui est *certain* ou de ce qui est *incertain* ? De ce que l'on confirme ou de ce que l'on infirme ? Il serait peut-être intéressant de lancer ce petit sondage parmi nos lecteurs. En poussant la logique de MM. Morin et Popper, on pourrait soutenir que plus une théorie est réfutable, plus elle est scientifique. Dès lors, on peut affirmer que la presse de grande diffusion est, aujourd'hui plus que jamais, *hautement scientifique* car les affirmations *réfutables* (pour ne pas dire *contestables*, et c'est un euphémisme) y abondent…

———-

1. Déclaration de Paul Feyerabend faite au cours de l'entretien avec Guitta Pessis Pasternak, *in Création et désordre*, L'originel, 1987, p. 133.

2.du verbe anglais to fasify : réfuter. cf. Alan Chalmers, Qu'est-ce que la science ? La Découverte, 1987)

3. Edgar Morin, *La pensée socialiste en ruine, in Le Monde* du 21 avril 1993.

(suite de la page précédente)

leur feinte naïveté, ils font comme si… et croient en convaincre leurs auditeurs-électeurs. Au cours de son *"Heure de Vérité"* spéciale du 14-2-1994, É.Balladur a prévu, sans garantie, la fin de la récession pour le début de 1995, cela tomberait, comme par hasard, au moment de l'élection présidentielle. Ce serait bon pour lui, car il croit, lui aussi, que la réduction du taux de chômage ou au moins, soyons modeste, son moindre accroissement, ne peut venir que de la croissance… Comme il avait déjà prédit précédemment que cette fameuse récession se terminerait au second semestre de 1994, l'on voit le crédit que nous pouvons accorder aux prévisions du premier ministre et à celles de ses conseillers en *"économie politique"*.

«L'erreur est humaine mais persévérer est diabolique».

———-

1. Voir notamment *"Économie politique"* GR n° 861, puis *"Économie et politique"* GR n° 918.
2. Voir *"Globalisation"* GR n° 929.
3. Économiste néerlandais né en 1903. Prix Nobel d'économie en 1969.
4. Économiste autrichien (1883-1950).
5. Célèbre économiste britannique (1883-1946).
6. Chiffres extraits de *"Misère de la prévision. Quand les économistes se trompent"."Le Monde"* du 19 octobre 1993.
7. *"Le Monde"* 30 novembre 1993.
8. *"Le Monde diplomatique"* mars 1993.
9. "*Le Figaro"* du 16 novembre 1993 relevé par *"Autogestion distributive"* nouvelle série. N° 1. Décembre 1993.
10. *"France Culture"* émission "*La science et les hommes. Divergences. Mathématiques et prédictions".* Voir aussi *"La modèlisation mathématique des interactions sociales"* dans le mensuel "*Pour la science"* n° 196, février 1994.
11. "*Qu'est-ce que la science ?"* Récents développements en philosophie des sciences : Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend par Alan F. Chalmers. Éditions *"La Découverte"* (1987)
12. Dans *"L'économie en perspective. Une histoire critique".* Seuil 1989, qu'il faut lire absolument.

Je constate qu'il y a des militants qui ont quitté leur parti communiste ou socialiste, ainsi que des militants syndicalistes, parce que leur organisation ne proposait rien de nouveau pour sortir de l'ornière. Mais eux-mêmes ne proposent rien non plus. Ils rejettent nos propositions (souvent sans les avoir lues) disant qu'il faut faire une autre politique et restent persuadés que les progrès techniques déplacent le travail, mais ne créent pas le chômage.

P.B., Bagnolet

* * *

Suite à l'annonce faite
pour R. Villégier,
ce dernier nous fait savoir que
deux de nos abonnés
«se sont fait un plaisir de lui offrir le livre qu'il cherchait ».
Il en destine un à sa petite-nièce,
reçue brillamment à l'agrégation,
pour parfaire ses connaissances
et pour remercier le journal,
verse 300 F. à sa souscription
permanente.
Merci à ces trois amis.

* * *

Il y a encore aujourd'hui des artisans principalement, mais aussi des ouvriers, pour qui le travail est une fin. Est-ce moral, je n'en sais rien. Il est incontestable que leurs rapports avec le travail sont très différents de ceux des ouvriers de l'industrie. J'ai fréquenté assez le milieu compagnonique pour me rendre compte que ces gens déifient quasiment le travail, qu'ils en perdent sinon "le boire et le manger", du moins le sens critique et toute conscience politique. J'ai rencontré bien des compagnons (charpentiers principalement), virtuoses dans leur domaine, qui ignoraient à trente ans ce qu'était l'apartheid ou l'objection de conscience !

…Avec un ami, nous avons consacré presque dix ans de notre jeunesse à la restauration bénévole de moulins à vent, principalement en Beauce. Notre leitmotiv, affiché dans notre atelier, était approuvé par tous nos visiteurs :«Faire la chose qu'on aime, forger le fer, raboter le bois, labourer la terre, faire la chose qui vous intéresse avec plaisir, gagner sa vie de cette façon, ce n'est pas travailler, c'est simplement vivre. Travailler, c'est attendre avec ennui et lassitude la fin de la journée, c'est voir mourir les heures sans regret en attendant la paie. Maurice Vlaminck. Peintre».

… Aujourd'hui, si on ne sait pas vendre son savoir faire, on est condamné… L'avantage primordial et inestimable des robots à mes yeux, c'est qu'ils suppriment les accidents du travail. Celui qui a vu une main féminine écrasée dans une presse à 5 h. 05 un lundi matin, pour fabriquer un produit d'utilité douteuse, ne me contredira pas. L'idéal serait l'usine automatisée à 100 %. Je pense que c'est possible dans certains domaines. Il paraît même qu'on peut faire des machines capables de se dépanner elles-mêmes. Pourquoi pas, dans la mesure où l'homme ainsi libéré, peut accéder à la culture, et qu'il n'est pas privé de son droit à la vie ? C'est d'ailleurs une confirmation de la grande avance des idées abondancistes. Dans la société d'économie distributive, l'automatisation a sa place. Elle conduit à sa perte la société capitaliste…

J.F. A., Artenay

* * *

Avoir grâce au progrès une telle puissance de production en train de croître, bientôt d'une façon exponentielle et avec de moins en moins l'apport du travail humain.

Il est quotidiennement scandaleux d'assister à la destruction systématique, sous quelque forme que ce soit, de tout ce que l'on produit (mise en brasier, mise en décharge, mise en jachère, gel des terres, quotas, stockages dénaturés, arrêt des centres de production non rentables, grand gâchis dans la guerre des concurrences, etc. la liste est très très longue).

Sous le prétexte encore plus scandaleux que plus des trois quarts de l'humanité n'ont pas la monnaie nécessaire à l'achat de cette production incommensurable.

Sous le prétexte fallacieux que depuis la chute du communisme, il n'existe qu'une seule façon de gérer la planète dans une économie de marché devenue aujourd'hui un dogme, un but en soi, auquel tous les autres objectifs sont subordonnés. D'où les grands désordres de sociétés que nous découvrons naïvement.

Voilà ce que dénoncent, en proposant des solutions alternatives, les économistes non orthodoxes : Marie-Louise Duboin, André Prime, Jacques Robin, André Gorz, etc.…

Quand, les médias lanceront-ils un très grand débat, permanent sur "Qu'est-ce que l'argent ? son rôle ?".

E.M., Restinclières

* * *

C'est tout l'œuvre
de Jacques Duboin
qu'un nouveau lecteur
voudrait lire.
Il demande pour cela
qu'on veuille bien lui faire
des propositions au journal
pour lui en revendre

* * *

Je n'hésite pas en fin de cours à initier mes élèves par correspondance en leur faisant traduire des textes en rapport avec l'économie distributive. Quelques-uns découvrent une révélation, d'autres ne sont pas encore mûrs ou trop noyés dans un système dont la pérennité repose sur la création d'emplois de distributeur d'essence, poinçonneur de tickets de métro, de formations à vie ou d'autres jobs qui permettent tout juste de ne pas mourir de faim.

R.C., Gap

* * *

Pour prouver à nos gouvernants de tous bords qu'ils sont dans l'erreur, on pourrait peut-être recenser tous les travaux nécessaires pour l'amélioration de notre vie quotidienne.

P.S., Romainville

Un constat :

L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services.
C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

L'adaptation nécessaire

Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :

On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :

Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte de chaque citoyen, dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle **n'est plus anonyme**.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes [2] et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Evidemment, on ne peut atteindre cet objectif qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires. ▶

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

...en quelques lignes

Des mesures de transition :

Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique**[3] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités[4], même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles. Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel.

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

M-L D.

3. voir notre N° 901

4. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco). Une petite brochure à diffuser.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto est également disponible, dans les mêmes conditions.